

## BIJLAGE

Algemene criteria	Ontwikkelingen	—	Weging	
1. Uitvoering van het basisberoep	Teammanagement	Planning en organisatie	50	
	Het beheer van de organen	Leiding en stimulering		
	De wettelijke opdrachten	Uitvoering van de taken binnen de opgelegde termijnen		
	Het economische en budgettair beheer	Evaluatie van het personeel		
		Pedagogie en begeleiding		
2. Het halen van de doelstellingen	Stand van vordering van de doelstellingen		30	
	Initiatieven, verwezenlijking, uitgevoerde methodes om de doelstellingen te bereiken			
3. Het halen van de individuele doelstellingen	Initiatieven			20
	Persoonlijke investering			
	Verwerving van vaardigheden			
	Relationele aspecten			

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 tot vaststelling van de evaluatieregels voor de betrekkingen van provinciaal directeur-generaal en financieel directeur.  
Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2013/204574]

**11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de nomination aux emplois de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier communaux**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1124-2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, L11224-16 et L1124-22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 2, alinéa 2;

Vu le protocole n° 04/2012 du Comité C, sous-section région wallonne;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 17 avril 2012;

Vu l'avis n° 53.250/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 mai 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Du recrutement**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Conseil communal fixe, dans un règlement, les conditions et les modalités de nomination et de promotion au grade de directeur général, de directeur général adjoint et de directeur financier, ci-après dénommés « directeurs », dans les limites des dispositions prévues par le présent arrêté.

**Art. 2.** Nul ne peut être nommé directeur s'il ne remplit pas les conditions générales d'admissibilité suivantes :

- 1° être ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 4° être porteur d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A;
- 5° être lauréat d'un examen;
- 6° avoir satisfait au stage.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Le règlement prévoit les modalités de recrutement aux fonctions de directeurs et détermine au minimum :

- 1° les conditions de participation à l'examen;
- 2° les modalités de son organisation;
- 3° la composition du jury;

4° l'ordre et le contenu ainsi que le mode de cotation des épreuves.

§ 2. L'examen visé au § 1<sup>er</sup>, 1°, comporte au minimum les épreuves suivantes, adaptées en fonction de l'emploi déclaré vacant :

1° une épreuve d'aptitude professionnelle permettant d'apprécier les connaissances minimales requises des candidats dans les matières suivantes :

- a) droit constitutionnel;
- b) droit administratif;
- c) droit des marchés publics;
- d) droit civil;
- e) finances et fiscalité locales;
- f) droit communal et loi organique des C.P.A.S.;

2° une épreuve orale d'aptitude à la fonction et à la capacité de management permettant d'évaluer le candidat notamment sur sa vision stratégique de la fonction et sur la maîtrise des compétences nécessaires à l'exercice de cette dernière en matière de gestion des ressources humaines, de management et d'organisation du contrôle interne.

§ 3. le jury visé au § 1<sup>er</sup>, 3°, est composé de :

- 1° deux experts désignés par le Collège;
- 2° un enseignant (universitaire ou école supérieure);
- 3° deux représentants de la fédération concernée par l'examen.

§ 4. Sur base du rapport établi par le jury et après avoir éventuellement entendu les lauréats, le Collège propose au Conseil un candidat stagiaire. Il motive son choix.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le règlement prévoit les diplômes et certificats requis pour le recrutement aux fonctions de directeurs qui sont au minimum titulaires :

1° d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau A et

2° d'un certificat de management public ou tout autre titre équivalent délivré par un organisme agréé par le Gouvernement sur avis du Conseil régional de la formation.

Le certificat visé à l'alinéa précédent peut être obtenu durant la première année de stage.

Cette période peut être prorogée jusqu'à l'obtention du certificat pour une durée d'un an maximum.

§ 2. Lorsque le certificat prévu au § 1<sup>er</sup> n'est pas acquis à l'issue de la période visée au § 1<sup>er</sup>, le Conseil communal peut notifier au directeur son licenciement.

§ 3. La condition visée au § 1<sup>er</sup>, 2°, n'est pas requise tant que le certificat de management public n'est pas organisé.

**Art. 5.** Sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, et de la condition prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2°, les directeurs généraux, directeurs généraux adjoints et directeurs financiers d'une autre commune ou d'un C.P.A.S. nommés à titre définitif lorsqu'ils se portent candidat à une fonction équivalente.

Le candidat ne peut être dispensé de l'épreuve prévue à l'article 3, § 2, 2°, du présent arrêté.

**Art. 6.** Aucun droit de priorité ne peut être donné au candidat à la mobilité exerçant cette fonction dans une autre commune ou dans un C.P.A.S. et ce, sous peine de nullité.

## CHAPITRE II. — *De la promotion*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le Conseil communal désigne le ou les grade(s) dont les agents sont titulaires pour pouvoir postuler à l'emploi de directeur.

§ 2. Lorsqu'il y a plus de deux agents de niveau A au sein de l'administration locale, l'accès aux fonctions de directeur n'est ouvert qu'aux agents de niveau A.

Lorsqu'il y a deux ou moins de deux agents de niveau A au sein de l'administration locale, l'accès peut être ouvert aux agents de niveau D6, B, C3 et C4 disposant de dix années d'ancienneté dans ces niveaux.

**Art. 8.** Sont dispensés de l'examen, les agents qui ont subi avec succès un examen ou un concours d'accession à un grade au moins égal à celui de chef de bureau et disposant de cinq années d'ancienneté dans ce niveau.

Les agents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont pas dispensés du stage, de l'épreuve prévue à l'article 3, § 2, 2°, ainsi que de la condition prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2°.

## CHAPITRE III. — *Du stage*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. A leur entrée en fonction, les directeurs sont soumis à une période de stage.

§ 2. La durée du stage est d'un an lorsque, à leur entrée en fonction, les directeurs sont en possession d'un certificat de management public visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2°.

La durée du stage est de deux ans maximum lorsque, à leur entrée en fonction, les directeurs ne possèdent pas le certificat de management public. Durant cette période le stagiaire devra suivre la formation adéquate avec fruit.

§ 3. Lorsqu'il ressort que le certificat n'est pas acquis à l'issue de la période visée au § 2, le Conseil communal peut notifier au stagiaire son licenciement.

**Art. 10.** Pendant la durée du stage, les directeurs sont accompagnés dans les aspects pratiques de leur fonction par une commission de stage composée de directeurs généraux ou de directeurs financiers selon le cas.

Les membres de cette commission sont au nombre de trois et sont désignés par la fédération concernée sur base d'une liste de directeurs disposant d'un minimum de dix années d'ancienneté dans la fonction.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. A l'issue de la période de stage, la commission procède à l'évaluation du directeur et établit un rapport motivé dans lequel elle conclut à l'aptitude ou non du directeur concerné à exercer la fonction. Un membre du Collège communal est associé à l'élaboration du rapport.

En cas de rapport négatif, le Conseil communal peut procéder au licenciement du directeur concerné.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, lorsque l'agent est issu de la promotion à cette fonction, il conserve le droit de récupérer son poste antérieur à la promotion et ce, dans l'hypothèse où le stage se conclut par une décision de licenciement.

**Art. 12.** Les directeurs généraux, adjoints et financiers en fonction à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont dispensés de la condition prévue à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juillet 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204574]

#### 11. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Ernennungsbedingungen für die Stellen eines Generaldirektors, eines stellvertretenden Generaldirektors und eines Finanzdirektors der Gemeinde

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L1124-2, § 1, Absatz 1, und § 2, Absatz 1, L1124-16 und L1124-22, § 1, Absatz 1, und § 2, Absatz 2;

Aufgrund des Protokolls Nr. 04/2012 des Ausschusses C, Unterabschnitt Wallonische Region;

Aufgrund des am 17. April 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 15. Mai 2013 in Anwendung des Artikels 84, 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup>, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 53.250/4;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Die Anwerbung

**Artikel 1** - Der Gemeinderat legt in den Grenzen der durch den vorliegenden Erlass angeführten Bestimmungen in einer Regelung die Bedingungen und die Modalitäten für die Ernennung und die Beförderung in den Grad eines Generaldirektors, eines stellvertretenden Generaldirektors und eines Finanzdirektors, nachstehend "Direktoren" genannt, fest.

**Art. 2** - Niemand darf zum Direktor ernannt werden, wenn er nicht die folgenden allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllt:

- 1<sup>o</sup> Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sein;
- 2<sup>o</sup> im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 3<sup>o</sup> einen mit den Anforderungen der Funktion übereinstimmenden Lebenswandel haben;
- 4<sup>o</sup> Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zu einer Stelle in der Stufe A eröffnet;
- 5<sup>o</sup> eine Prüfung erfolgreich abgelegt haben;
- 6<sup>o</sup> die Probezeit mit Erfolg absolviert haben.

**Art. 3** - § 1. Die Regelung sieht die Modalitäten der Anwerbung für das Amt eines Direktors vor und sie legt wenigstens das Folgende fest:

- 1<sup>o</sup> die Bedingungen für die Teilnahme an der Prüfung;
- 2<sup>o</sup> die Modalitäten für deren Durchführung;
- 3<sup>o</sup> die Zusammensetzung der Jury;
- 4<sup>o</sup> die Reihenfolge, den Inhalt sowie die Art der Punktvergabe der Prüfungen.

§ 2. Die in § 1, 1<sup>o</sup> erwähnte Prüfung umfasst wenigstens die folgenden Prüfungsteile, die je nach Art der zu besetzenden Stelle angepasst werden:

1<sup>o</sup> eine berufliche Eignungsprüfung, die die Beurteilung der von den Bewerbern verlangten Mindestkenntnisse in den folgenden Bereichen ermöglicht:

- a) Verfassungsrecht;
- b) Verwaltungsrecht;
- c) Öffentliches Auftragsrecht;
- d) Zivilrecht;
- e) Lokales Finanz- und Steuerwesen;
- f) Gemeinderecht und Grundlagengesetz über die Ö.S.H.Z.;

2<sup>o</sup> eine mündliche Prüfung über die beruflichen Eignungen und die Führungsqualitäten, die eine Bewertung des Bewerbers insbesondere zu seiner strategischen Vision des Amtes ermöglicht sowie zu seiner Fähigkeit, diese auf dem Gebiet der Humanressourcen, des Managements und der Organisation der internen Kontrolle auszuüben.

§ 3. Die in § 1, 3° erwähnte Jury setzt sich wie folgt zusammen:

- 1° zwei von dem Kollegium bezeichnete Experten;
- 2° eine Lehrkraft (Universität oder Hochschule);
- 3° zwei Vertreter der von der Prüfung betroffenen Föderation.

§ 4. Auf der Grundlage des Berichts der Jury und nachdem die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer gegebenenfalls angehört wurden, schlägt das Kollegium dem Rat einen Bewerber für eine Probezeit vor. Das Kollegium begründet seine Wahl.

**Art. 4** - § 1. In der Regelung werden die Diplome und Abschlusszeugnisse angeführt, die für eine Anwerbung im Amt eines Direktors verlangt werden, wobei diese mindestens Inhaber sind:

- 1° eines Diploms, das den Zugang zu einer Stelle in der Stufe A eröffnet und;
- 2° eines Zeugnisses für Public Management oder jeglichen gleichwertigen Abschlusses, der durch eine von der Wallonischen Regierung auf Gutachten des Regionalrats für die Ausbildung zugelassene Einrichtung ausgestellt worden ist.

Das in dem vorangeführten Absatz erwähnte Zeugnis kann im Laufe des ersten Jahres der Probezeit erlangt werden.

Dieser Zeitraum kann um höchstens ein Jahr verlängert werden bis das Zeugnis erlangt wird.

§ 2. Wird das in § 1 erwähnte Zeugnis nicht nach Ablauf des in § 1 erwähnten Zeitraums erlangt, so kann der Gemeinderat den Direktor von seiner Entlassung in Kenntnis setzen.

§ 3. Die in § 1, 2° erwähnte Bedingung wird nicht erfordert, solange das Zeugnis für Public Management nicht organisiert worden ist.

**Art. 5** - Die Generaldirektoren, stellvertretenden Generaldirektoren und Finanzdirektoren einer anderen Gemeinde oder eines Ö.S.H.Z., die zum Zeitpunkt ihrer Bewerbung um ein vergleichbares Amt endgültig ernannt sind, werden von der in Artikel 3, § 2, 1° erwähnten Prüfung und von der in Artikel 4, § 1, 2° erwähnten Bedingung befreit.

Der Bewerber kann nicht von der in Artikel 3, § 2, 2° des vorliegenden Erlasses angeführten Prüfung befreit werden.

**Art. 6** - Dem Bewerber im Rahmen der Mobilität, der dieses Amt in einer anderen Gemeinde oder in einem Ö.S.H.Z. ausübt, darf unter Gefahr der Nichtigkeit keinerlei Prioritätsrecht eingeräumt werden.

## KAPITEL II — Die Beförderung

**Art. 7** - § 1. Der Gemeinderat bezeichnet den oder die Grad(e), in denen die Bediensteten sich um eine Stelle als Direktor bewerben können.

§ 2. Zählt die lokale Verwaltung mehr als zwei Bedienstete der Stufe A, so ist der Zugang zu dem Amt eines Direktors den Bediensteten der Stufe A vorbehalten.

Zählt die lokale Verwaltung zwei Bedienstete der Stufe A oder weniger, so kann der Zugang den Bediensteten der Stufen D6, B, C3 und C4, die ein Dienstalter von zehn Jahren in diesen Stufen aufweisen, eröffnet werden.

**Art. 8** - Die Bediensteten, die eine Prüfung oder ein Wettbewerbsverfahren in einem Dienstgrad, der mindestens dem Dienstgrad eines Bürochefs entspricht, erfolgreich abgeschlossen haben, und die ein Dienstalter von fünf Jahren in dieser Stufe aufweisen, werden von der Prüfung befreit.

Die in Absatz 1 erwähnten Bediensteten werden weder von der Probezeit befreit, noch von der in Artikel 3, § 2, 2° erwähnten Prüfung, noch von der in Artikel 4, § 1, 2° erwähnten Bedingung.

## KAPITEL III — Die Probezeit

**Art. 9** - § 1. Bei Amtsantritt haben die Direktoren eine Probezeit abzulegen.

§ 2. Die Dauer der Probezeit beträgt ein Jahr, falls die Direktoren bei ihrem Amtsantritt das in Artikel 4, § 1, 2° angeführte Zeugnis für Public Management besitzen.

Die Dauer der Probezeit beträgt höchstens zwei Jahre, falls die Direktoren bei ihrem Amtsantritt das Zeugnis für Public Management nicht besitzen. Während dieses Zeitraums muss der Direktor auf Probe die Ausbildung erfolgreich ablegen.

§ 3. Wird das in Zeugnis nach Ablauf des in § 2 erwähnten Zeitraums nicht erlangt, so kann der Gemeinderat den Direktor auf Probe von seiner Entlassung in Kenntnis setzen.

**Art. 10** - Während der Dauer der Probezeit werden die Direktoren in allen praktischen Aspekten ihres Amtes von einem Probezeitausschuss betreut, der je nach Fall aus Generaldirektoren oder Finanzdirektoren gebildet wird.

Dieser Ausschuss zählt drei Mitglieder, die von der betreffenden Föderation auf der Grundlage einer Liste von Direktoren, die ein Dienstalter von wenigstens zehn Jahren in diesem Amt aufweisen, bezeichnet werden.

**Art. 11** - § 1. Nach Ablauf der Probezeit nimmt der Ausschuss die Bewertung des Direktors vor und erstellt er einen begründeten Bericht, in dem er zu der Schlussfolgerung gelangt, ob der betreffende Direktor geeignet ist, das Amt auszuüben oder nicht. Ein Mitglied des Gemeindegremiums wird an der Ausarbeitung dieses Berichts beteiligt.

Im Falle eines ungünstigen Berichts kann der Gemeinderat den betreffenden Direktor entlassen.

§ 2. Der Bedienstete, der aus dem Verfahren zur Beförderung in dieses Amt hervorgegangen ist, behält in Abweichung von Paragraph 1 das Recht, in die Stelle, die er vor der Beförderung besaß, wieder eingesetzt zu werden, und zwar in der Annahme, dass die Probezeit mit einem Entlassungsbeschluss endet.

**Art. 12** - Die Generaldirektoren, die stellvertretenden Generaldirektoren und die Finanzdirektoren, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im Amt sind, werden von der in Artikel 4, § 1, 2° angeführten Bedingung befreit.

**Art. 13** - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tag des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

Namur, den 11. Juli 2013

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204574]

**11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de benoemingsvoorwaarden tot de betrekkingen van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur in een gemeente**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, de artikelen L1124-2, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, L1124-16 en L1124-22, § 1, eerste lid, en § 2, tweede lid;

Gelet op protocol nr. 04/2012 van Comité C, onderafdeling Waals Gewest;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 17 april 2012;

Gelet op advies nr. 53.250/4 van de Raad van State, gegeven op 15 mei 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFTUK I. — *Werving*

**Artikel 1.** De Gemeenteraad legt in een reglement de voorwaarden en de regels vast voor de benoeming en de bevordering tot de graad van directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal en financieel directeur, hierna "directeurs" genoemd, binnen de perken van de bepalingen bedoeld in dit besluit.

**Art. 2.** Niemand kan tot directeur worden benoemd zonder de volgende toelaatbaarheidsvereisten zoals volgt te vervullen :

1° onderdaan zijn van één lidstaat van de Europese Unie;

2° burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° van een gedrag zijn in overeenstemming met de functie;

4° drager zijn van een diploma dat toegang verschaft tot de betrekkingen van niveau A;

5° laureaat zijn van een examen;

6° aan de stage voldoen.

**Art. 3.** § 1. Het reglement legt de regels vast voor de aanwerving in de functies van directeurs en bepaalt op zijn minst :

1° de deelnemingsvoorwaarden aan het examen;

2° de modaliteiten voor de organisatie van het examen;

3° de samenstelling van de jury;

4° de volgorde en de inhoud alsook de wijze van quotering van de proeven.

§ 2. Het examen bedoeld in § 1, 1°, bevat op zijn minst de volgende proeven die worden aangepast in functie van de vacant verklaarde betrekking :

1° een beroepsbekwaamheidsproef waarmee geoordeeld wordt of de kandidaat over de vereiste minimale kennis beschikt in de volgende vakken :

a) grondwettelijk recht;

b) administratief recht;

c) recht inzake overheidsopdrachten

d) burgerlijk recht;

e) plaatselijke fiscaliteit en financiën;

f) gemeentelijk recht en de organieke wet van de O.C.M.W.'s;

2° een mondelinge geschiktheidsproef voor de functie en voor de managementbekwaamheid waarbij de kandidaat wordt beoordeeld over o.a. zijn strategische visie van de functie en over de beheersing van de vaardigheden die nodig zijn voor de uitoefening van deze functie inzake beheer van de human resources, management en organisatie van de interne controle.

§ 3. de jury bedoeld in § 1, 3°, is samengesteld uit :

1° twee deskundigen aangewezen door het College;

2° een leerkracht (universitair of hogeschool);

3° twee vertegenwoordigers van de federatie die bij het examen betrokken is.

§ 4. Op basis van het verslag opgesteld door de jury en na eventueel de laureaten te hebben gehoord stelt het College een kandidaat-stagiair aan de Raad voor. Zijn keuze wordt gemotiveerd.

**Art. 4.** § 1. Het reglement bepaalt de diploma's en de getuigschriften vereist voor de aanwerving in de functies van directeurs die op zijn minst houder zijn van :

1° een diploma dat toegang verschaft tot de betrekkingen van niveau A en;

2° een getuigschrift management overheidsbesturen of elke andere gelijkwaardige titel uitgereikt door een instelling erkend door de Regering na advies van de "Conseil régional de la formation" (Gewestelijke vormingsraad).

Het getuigschrift bedoeld in het vorig lid kan tijdens het eerste jaar van de stage worden behaald.

Deze periode kan tot het behalen van het getuigschrift worden verlengd voor een maximumduur van één jaar.

§ 2. Als het getuigschrift bedoeld in § 1 aan het einde van de periode bedoeld in § 1 niet behaald is, kan de Gemeenteraad aan de directeur zijn ontslag betekenen.

§ 3. De voorwaarde bedoeld in § 1, 2°, is niet vereist zolang het getuigschrift management overheidsbesturen niet is ingericht.

**Art. 5.** De vast benoemde directeurs-generaal, adjunct-directeurs-generaal en financieel directeurs van een andere gemeente of van een O.C.M.W. zijn vrijgesteld van de proef bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, en van de voorwaarde bedoeld in artikel 4, § 1, 2°, wanneer zij zich kandidaat stellen voor een gelijkwaardige functie.

De kandidaat kan niet worden vrijgesteld van de proef bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van dit besluit.

**Art. 6.** Er kan geen enkel voorrangrecht worden verleend aan de kandidaat voor de mobiliteit die deze functie in een andere gemeente of in een O.C.M.W. uitoefent en dit, op straffe van nietigheid.

#### HOOFTSTUK II. — *Bevordering.*

**Art. 7.** § 1. De Gemeenteraad wijst de graad of de graden aan waarvan de ambtenaren houder zijn om te kunnen solliciteren naar de betrekking van directeur.

§ 2. Als de plaatselijke administratie meer dan twee ambtenaren van niveau A telt, zijn de functies van directeur slechts toegankelijk voor de ambtenaren van niveau A.

Als de plaatselijke administratie twee of minder dan twee ambtenaren van niveau A telt, kunnen deze functies worden toegankelijk gemaakt voor de ambtenaren van niveau D6, B, C3 en C4 die over tien jaar anciënniteit beschikken in deze niveaus.

**Art. 8.** Van het examen zijn vrijgesteld de ambtenaren die met goed gevolg een examen of vergelijkend examen voor overgang naar een graad welke ten minste gelijk is aan die van bureauchef hebben afgelegd en die over een anciënniteit van vijf jaar in dat niveau beschikken.

De ambtenaren bedoeld in het eerste lid zijn niet vrijgesteld van de stage, van de proef bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, alsook van de voorwaarde bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

#### HOOFTSTUK III. — *Stage*

**Art. 9.** § 1. Bij hun indiensttreding worden de directeurs aan een stageperiode onderworpen.

§ 2. De stage duurt één jaar wanneer de directeurs, bij hun indiensttreding, in het bezit zijn van een getuigschrift management overheidsbesturen bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

De stage duurt maximum twee jaar wanneer de directeurs, bij hun indiensttreding, niet in het bezit zijn van het getuigschrift management overheidsbesturen. Tijdens die periode zal de stagiair de gepaste opleiding met succes moeten volgen.

§ 3. Als blijkt dat het getuigschrift aan het einde van de periode bedoeld in § 2 niet behaald is, kan de Gemeenteraad aan de stagiair zijn ontslag betekenen.

**Art. 10.** Tijdens de stage worden de directeurs voor de technische aspecten van hun functie begeleid door een stagecommissie die naar gelang van het geval samengesteld is uit directeurs-generaal of financieel directeurs.

Deze commissie telt drie leden die door de betrokken federatie worden aangewezen op basis van een lijst van directeurs die over een anciënniteit van minstens tien jaar in de functie beschikken.

**Art. 11.** § 1. Na afloop van de stageperiode gaat de commissie over tot de evaluatie van de directeur en stelt een gemotiveerd verslag op waarin zij besluit tot de (on)geschiktheid van de betrokken directeur om de functie uit te oefenen. Een lid van het Gemeentecollege wordt betrokken bij de uitwerking van het verslag.

Als het verslag negatief is, kan de Gemeenteraad de betrokken directeur ontslaan.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wanneer de ambtenaar uit de bevordering tot deze functie voortkomt, behoudt hij het recht om zijn ambt die hij vóór de bevordering bekleedde, terug te krijgen en dit, in de veronderstelling dat de stage wordt afgesloten door een besluit tot ontslag.

**Art. 12.** De directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in functie zijn, worden vrijgesteld van de voorwaarde bedoeld in artikel 4, § 1, 2°.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 11 juli 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN